

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS  
DE BELGIQUE

30 juillet 2003

SESSION EXTRAORDINAIRE 2003

**PROJET DE LOI SPÉCIALE**  
**modifiant la loi**  
**spéciale du 8 août 1980 de réformes**  
**institutionnelles**

**AMENDEMENTS**

présentés après le dépôt du rapport

---

N° 10 DE M. VERHERSTRAETEN ET MME VANDERAUWERA

Article 1<sup>er</sup>bis (*nouveau*)

Ajouter un article 1<sup>er</sup>bis, libellé comme suit :

«Art. 1<sup>er</sup>bis. — L'article 5, § 1<sup>er</sup>, I. à II, 1<sup>o</sup>, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 est remplacé par la disposition suivante :

«§ 1<sup>er</sup>. I. En ce qui concerne la politique de santé :

1<sup>o</sup> La politique de dispensation de soins dans et au dehors des institutions de soins, y compris l'exercice de l'art de guérir, de l'art infirmier et des professions paramédicales.

Documents précédents :

Doc 51 **0129/ (S.E. 2003)**:

- 001 : Projet transmis par le Sénat.
- 002 : Amendements.
- 003 : Rapport.

BELGISCHE KAMER VAN  
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

30 juli 2003

BUITENGEWONE ZITTING 2003

**ONTWERP VAN BIJZONDERE WET**  
**tot wijziging van de bijzondere wet van**  
**8 augustus 1980 tot hervorming**  
**der instellingen**

**AMENDEMENTEN**

voorgesteld na de indiening van het verslag

---

Nr. 10 VAN DE HEER VERHERSTRAETEN EN MEVROUW VANDERAUWERA

Art. 1bis (*nieuw*)

Een artikel 1bis (*nieuw*) invoegen, luidend als volgt:

«Art. 1bis. — Artikel 5, § 1, I. tot II, 1<sup>o</sup> van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen wordt vervangen door de volgende bepaling:

«§ 1. I. Wat het gezondheidsbeleid betreft:

Het beleid betreffende de zorgenverstrekking in en buiten de verplegingsinrichtingen met inbegrip van de uitoefening van de geneeskunde, de verpleegkunde en de paramedische beroepen.

Voorgaande documenten :

Doc 51 **0129/ (B.Z. 2003)**:

- 001 : Ontwerp overgezonden door de Senaat.
- 002 : Amendementen.
- 003 : Verslag.

*L'éducation sanitaire ainsi que les activités dans le domaine de la médecine préventive.*

*L'autorité fédérale est compétente pour la coordination de la réglementation dans le domaine de la politique en matière de santé qui est nécessaire en vue d'assurer la libre circulation des biens et des services.*

## *II. En ce qui concerne l'aide aux personnes :*

*1° La politique familiale en ce compris toutes les formes d'aide et d'assistance aux familles et aux enfants, y compris les allocations familiales.»»*

## JUSTIFICATION

La proposition de résolution relative à la réalisation de blocs de compétences plus cohérents lors de la prochaine réforme de l'État, qui a été adoptée par le Parlement flamand le 3 mars 1999, dispose ce qui suit :

«La compétence en matière de fixation de normes, de mise en œuvre et de financement de l'ensemble de la politique de la santé et de la politique familiale, donc y compris notamment l'assurance soins de santé et les allocations familiales (régimes de compensation des frais de la sécurité sociale), doit être transférée intégralement aux entités fédérées. À ce sujet, les habitants de la Région de Bruxelles-Capitale doivent pouvoir choisir librement d'adhérer, soit au système de l'entité fédérée flamande, soit au système de l'entité fédérée francophone, lesquels comprennent tous deux tant un régime pour les revenus qu'un régime pour les dépenses.» (Traduction)

L'accord de gouvernement ne contenant aucune disposition relative à cet important transfert de compétences, il est dès lors souhaitable que la redistribution des compétences qu'impose le projet de loi à l'examen soit étendue par le biais du présent amendement.

– Le rapport de la commission du Sénat qui a examiné l'évaluation du fonctionnement des structures fédérales de l'État indique clairement que la répartition actuelle des compétences crée des problèmes, et ce plus particulièrement en ce qui concerne la politique de dispensation de soins dans et hors des établissements de soins :

– coordination entre l'agrément des services hospitaliers (communautés) et l'intervention dans les prestations de ces services (niveau fédéral);

- prise en charge des soins palliatifs;
- prise en charge des prestations.

– Lors des débats sur l'évaluation des structures fédérales de l'État, la Communauté française comme la Communauté flamande ont déclaré que la manière dont les compétences sont actuellement réparties fait qu'il est très difficile de déterminer quelles sont les compétences respectives des communautés et de l'autorité fédérale.

*De gezondheidsopvoeding alsook de activiteiten op het vlak van de preventieve gezondheidszorg.*

*De federale overheid is bevoegd voor de coördinatie van de regelgeving inzake het gezondheidsbeleid die voor het vrij verkeer van goederen en diensten noodzakelijk is.*

## *II. Wat de bijstand aan personen betreft:*

*1° Het gezinsbeleid met inbegrip van alle vormen van hulp en bijstand aan gezinnen en kinderen inclusief de kinderbijslag.»»*

## VERANTWOORDING

Het aangenomen voorstel van resolutie van het Vlaams Parlement dd. 3 maart 1999 betreffende het tot stand brengen van meer coherente bevoegdheidspakketten in de volgende staats-hervorming bepaalt:

«De normerings-, uitvoerings- en financieringsbevoegdheid betreffende het volledige gezondheids- en gezinsbeleid moeten integraal naar de deelstaten worden overgeheveld, dus onder meer met inbegrip van de gezondheidszorgverzekering en de gezinsbijslagen (kostencompenserende regelingen). Daarbij moeten de inwoners van het Brussels Hoofdstedelijke Gewest de vrije keuze bekomen om toe te treden tot het stelsel van de deelstaat Vlaanderen of van de Franstalige deelstaat, dat telkens zowel een regeling voor de inkomsten als voor de uitgaven bevat.»

Het regeringsakkoord voorziet op geen enkele wijze in deze belangrijke bevoegdheidsoverheveling; het is dan ook wenselijk dat de bevoegdheidsherverdeling die met huidig ontwerp aan de orde is, uitbreiding kent met huidig amendement.

– Het verslag van de Senaatscommissie die zich boog over de evaluatie van de werking van de federale staatsstructuren maakt duidelijk dat de huidige bevoegdheidsverdeling tot problemen leidt, en dit in het bijzonder wat betreft het beleid betreffende de zorgverstrekking in en buiten de verpleeginrichtingen:

- coördinatie tussen de erkenning van ziekenhuisdiensten (gemeenschappen) en de tegemoetkoming in prestaties door deze diensten (federal)
- palliatieve verzorging
- tenlasteneming van verstrekkingen
- Zowel de Vlaamse als de Franstalige Gemeenschap stellen tijdens de besprekingen bij de evaluatie van de federale staatsstructuren dat de huidige bevoegdheidsverdeling het in de praktijk zeer moeilijk maakt om de bevoegdheid gemeenschappen/federal te bepalen.

En raison des larges exceptions figurant dans l'article 5, § 1<sup>er</sup>, I, de la LSRI en vigueur, la Flandre est très limitée dans ses possibilités de concrétiser sa propre politique. Plus concrètement, cela signifie que :

– Comprendre les décisions fédérales, qui sont juridiquement complexes, requiert beaucoup de connaissances spécialisées. Or, il est indispensable de comprendre ces décisions étant donné que la quasi-totalité des demandes d'agrément et de programmation que les administrations doivent traiter ne sont pas uniquement inspirées par des considérations liées à la qualité et aux soins, mais aussi - et surtout - par des considérations financières.

– Lors des contacts qu'elles ont avec le terrain, les administrations se trouvent parfois confrontées à des problèmes qui requièrent un ajustement de la politique. Mais pour opérer cet ajustement, on dépend des instances fédérales et, indirectement, également des autorités wallonnes et bruxelloises qui doivent être disposées à respecter l'ajustement en question.

– Lorsque la communauté impose certaines exigences à un hôpital afin d'assurer une bonne qualité des soins (par exemple des exigences en matière d'effectifs), souvent, on ne sait pas si cet hôpital obtiendra ou non le financement nécessaire pour satisfaire aux exigences.

– Pour appliquer correctement les normes d'agrément relatives aux hôpitaux généraux et aux services médicaux équipés d'appareillage technique lourd, les administrations doivent disposer de chiffres sur le taux d'occupation, la durée moyenne d'hospitalisation, le nombre de prestations par an dans la nomenclature INAMI relative à la chirurgie cardiaque, etc. Ces données sont disponibles uniquement auprès de l'INAMI et auprès du service fédéral de comptabilité, qui ne les communiquent pas systématiquement aux administrations. L'agrément de ces services a pourtant des conséquences financières importantes, à la fois pour l'établissement même et pour les budgets respectifs de l'État et de l'INAMI.

(Proposition d'harmonisation de la répartition des compétences, ministère de la Communauté flamande)

Le présent amendement apporte une solution à ces problèmes et prévoit une unité de politique au sein d'une autorité unique, qui est compétente à la fois pour la législation organique, la planification, le financement des frais d'exploitation et de l'infrastructure, les normes d'agrément et le contrôle de ces matières.

– Il prévoit également le transfert aux communautés de la compétence relative aux mesures prophylactiques.

Cette exception à la politique de prévention des maladies infectieuses a été prévue dans la loi spéciale, mais elle n'est pas productive sur le plan organisationnel. Cette distinction qui est faite entre la prévention et l'aspect curatif n'est en effet pas tenable, comme le montrent les interventions des communautés dans l'évaluation des structures fédérales de l'État qui a été faite au Sénat.

Le financement général des vaccins par les communautés moyennant le transfert des fonds qui, à ce jour, sont dépendus par l'autorité fédérale dans ce domaine, est également nécessaire.

De ruime uitzonderingen die op heden zijn opgenomen in artikel 5, § 1, I van de BWHI maken dat een eigen Vlaams beleid slechts in zeer beperkte mate gestalte kan krijgen. Meer concreet betekent dit het volgende:

– er is heel wat gespecialiseerde kennis vereist om de juridische complexe federale besluiten te begrijpen. Dit is nochtans noodzakelijk vermits bijna alle vragen tot erkenning en programmatie, die de administraties moeten behandelen, niet alleen door overwegingen van kwaliteit van de verzorging maar ook – en vooral – door financiële motieven geïnspireerd zijn.

– in de contacten met het veld, stuiten de administraties soms op problemen die tot bijsturen van het beleid nopen. Daarvoor is men dan echter afhankelijk van de federale instanties, en onrechtstreeks ook van de Waalse en Brusselse overheden die bereid moeten zijn de beleidsaanpassing te volgen.

– Wanneer de gemeenschap bepaalde eisen stelt in de ziekenhuizen om een goede kwaliteit van verzorging te verzekeren ( bvb inzake personeelsbestand) is het vaak zeer onduidelijk of het ziekenhuis daarvoor al dan niet ook de nodige financiering verkrijgt.

– Voor de correcte toepassing van de erkenningsnormen voor algemene ziekenhuizen en voor zware medische technische diensten, dienen de administraties te beschikken over cijfergegevens zoals bezettingsgraad, gemiddelde ligduur, aantal jaarlijkse prestaties in de RIZIV-nomenclatuur op hartchirurgie, Deze cijfergegevens zijn slechts beschikbaar bij het RIZIV enerzijds en bij de federale dienst boekhouding anderzijds en worden niet systematisch meegedeeld door deze administraties. De erkenning van deze diensten heeft nochtans belangrijke financiële gevolgen, zowel voor de instelling zelf, als voor de begrotingen van de Staat en het RIZIV.

(Voorstel tot harmonisering van de bevoegdheidsverdeling, Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap )

Huidig amendement komt aan deze problematiek tegemoet en voorziet in een eenheid van beleid bij één enkele overheid, die bevoegd is voor zowel de organieke wetgeving, de planning en programmatie, de financiering van exploitatiekosten en infrastructuur, de erkenningsnormen en het toezicht en de controle op deze aangelegenheden.

– Huidig amendement voorziet ook in de overheveling naar de Gemeenschappen van de bevoegdheid inzake maatregelen tegen profylaxies.

Deze uitzondering op de preventiepolitiek van infectieziekten werd voorzien in de bijzondere wet, maar is organisatorisch niet productief. Dit onderscheid tussen preventie en curatie is immers niet vol te houden, zoals bleek uit de tussenkomsten van de Gemeenschappen bij de evaluatie van de federale staatsstructuren in de Senaat.

Een veralgemeende financiering van entstoffen door de gemeenschappen, mits overdracht van de daartoe op dit ogenblik door de federale overheid gespendeerde middelen, is hiertoe eveneens noodzakelijk.

— Enfin, notre amendement prévoit le transfert aux communautés de la compétence pour réglementer l'exercice de l'art de guérir, de l'art infirmier et des professions paramédicales.

En effet, l'autorité qui exerce la compétence générale en matière de soins de santé doit également pouvoir régler les conditions de formation et les exigences de diplôme applicables aux professions médicales, afin de permettre une mise à jour permanente de la formation en fonction de l'évolution de la médecine.

#### N° 11 DE M. VERHERSTRAETEN ET MME VANDERAUWERA

Article 1<sup>er</sup>ter (*nouveau*)

**Insérer un article 1<sup>er</sup>ter, libellé comme suit :**

«Art. 1<sup>er</sup>ter. — À l'article 6, § 1<sup>er</sup>, VI, alinéa 5, 12° de la même loi, les mots 'le droit du travail et la sécurité sociale' sont remplacés par les mots 'le droit du travail et les mesures de remplacement de revenus de la sécurité sociale'.

#### JUSTIFICATION

Le présent amendement doit être lu conjointement avec l'amendement n° ..., qui vise à insérer dans le projet de loi un article 1<sup>er</sup>bis prévoyant un transfert de la politique de la santé et de la politique familiale aux communautés.

L'article 6, § 1<sup>er</sup>, VI, 12°, prévoit que l'autorité fédérale est seule compétente pour le droit du travail et la sécurité sociale. À la suite du transfert proposé, il y a lieu de modifier cette disposition, de manière à ce que les régimes à finalité compensatoire de la sécurité sociale puissent être attribués aux communautés.

#### N° 12 DE M. VERHERSTRAETEN ET MME VANDERAUWERA

Article 1<sup>er</sup>quater (*nouveau*)

**Insérer un article 1<sup>er</sup>quater, libellé comme suit :**

«Art. 1<sup>er</sup>quater. — À l'article 6, § 1<sup>er</sup>, IX, 2°, de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

A. À l'alinéa 1<sup>er</sup>, entre les mots «les programmes de remise au travail» et les mots «des chômeurs com-

— Tenslotte voorziet het amendement ook in de overheveling van de bevoegdheid over de regeling van de uitoefening van de geneeskunde, de verpleegkunde en de paramedische beroepen naar de gemeenschappen.

De overheid die de algemene bevoegdheid heeft over gezondheidszorg, dient immers bijvoorbeeld ook de opleidingsvoorraarden en diplomavereisten van de medische en verpleegkundige beroepen te kunnen regelen, om een permanente actualisering van de scholing in het licht van de evolutie inzake geneeskunde mogelijk te maken.

#### Nr. 11 VAN DE HEER VERHERSTRAETEN EN MEVROUW VANDERAUWERA

Art. 1<sup>ter</sup> (*nieuw*)

**Een artikel 1<sup>ter</sup> (*nieuw*) invoegen, luidend als volgt:**

«In artikel 6, § 1, — VI, vijfde lid, 12° van dezelfde wet worden de woorden 'het arbeidsrecht en de sociale zekerheid' vervangen door de woorden 'het arbeidsrecht en de inkomensvervangende maatregelen van de sociale zekerheid.'»

#### VERANTWOORDING

Huidig amendement dient te worden samengelezen met amendement nr. ...., tot invoegen van een artikel 1bis in het wetsontwerp, waarbij voorzien wordt in een overheveling van het gezondheids- en gezinsbeleid aan de gemeenschappen.

Artikel 6, § 1, VI, 12°, voorziet dat enkel de federale overheid bevoegd is voor het arbeidsrecht en de sociale zekerheid. Ingevolge de voorgestelde overheveling dient deze bepaling dan ook te worden gewijzigd, zodat de kostencompenserende regelingen van de sociale zekerheid aan de gemeenschappen kunnen toekomen.

#### Nr. 12 VAN DE HEER VERHERSTRAETEN EN MEVROUW VANDERAUWERA

Art. 1<sup>quater</sup> (*nieuw*)

**Een artikel 1<sup>quater</sup> (*nieuw*) invoegen, luidend als volgt:**

«Art. 1<sup>quater</sup>. — In artikel 6, § 1, IX, 2° van dezelfde wet worden volgende wijzigingen aangebracht:

A. In het eerste lid, worden tussen de woorden 'programma's voor wedertewerkstelling «en de woorden

*plets indemnisés» sont insérés les mots «et les projets d'expérience du travail».*

*B. À l'alinéa 2, entre les mots «dans un programme de remise au travail» et les mots «, l'autorité fédérale octroie» sont insérés les mots «ou dans un projet d'expérience du travail.»*

*C. La première phrase de l'alinéa 3 est complétée par les mots «ou participant à un projet d'expérience du travail».*

#### JUSTIFICATION

La résolution adoptée par le Parlement flamand concernant la réalisation de blocs de compétences plus cohérents lors de la prochaine réforme de l'État (1999) prévoit ce qui suit :

«Grâce à une répartition plus cohérente des compétences, l'autorité flamande doit être mieux à même de mener une politique active de l'emploi. Cela implique, entre autres, que :

(...) l'affectation des allocations de chômage à des projets d'expérience du travail doit être de la compétence exclusive des entités fédérées et de la Région de Bruxelles-Capitale.»

Le présent amendement concrétise cet objectif.

#### N° 13 DE M. SERVAIS VERHERSTRAETEN ET MME VANDERAUWERA

Article 1<sup>er</sup>quinquies (*nouveau*)

**Insérer un article 1<sup>er</sup>quinquies (*nouveau*), libellé comme suit :**

«Art. 1<sup>er</sup>quinquies. — À l'article 6, § 1<sup>er</sup>, X, de la même loi spéciale, après le 2<sup>bis</sup>, insérer un 2<sup>ter</sup>, libellé comme suit :

«2<sup>ter</sup> à l'élaboration de règles complémentaires de police générale et spécifique et de la réglementation relative aux communications et aux transports, ainsi que des prescriptions techniques complémentaires relatives aux moyens de communication et de transport.»

#### JUSTIFICATION

La résolution du Parlement flamand relative à la création de lots de compétences plus cohérents lors de la prochaine réforme de l'État (1999) demande que «les entités fédérées et la Région de Bruxelles-Capitale puissent, dans le cadre de leurs problèmes spécifiques de circulation et de mobilité, édicter des règles complémentaires relatives au Code de la route et à la police générale».

«van de uitkeringsgerechtigde volledig werklozen» en de werkervaringsprojecten» ingevoegd.

*B. In het tweede lid, worden tussen het woord «wedertewerkstellingsprogramma' en de woorden 'geplaatste uitkeringsgerechtigde' de woorden 'of in een werkervaringsproject' invoegen.*

*C. In het derde lid, wordt de eerste zin aangevuld met de woorden 'of deelneemt aan een werkervarings-project».*

#### VERANTWOORDING

De resolutie van het Vlaams Parlement betreffende het tot stand brengen van meer coherente bevoegdheidspakketten in de volgende staatshervorming (1999) voorziet:

«Door een meer coherente bevoegdhedenverdeling, moet de Vlaamse overheid beter in staat gesteld worden om een actief werkgelegenheidsbeleid te voeren. Dit impliceert onder andere:

(...) het aanwenden van de werkloosheidssuitkeringen voor werkervaringsprojecten moet een exclusieve bevoegdheid van de deelstaten en het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest zijn.»

Dit amendement komt hieraan tegemoet.

#### Nr. 13 VAN DE HEER VERHERSTRAETEN EN MEVROUW VANDERAUWERA

Art. 1quinquies (*nieuw*)

**Een artikel 1quinquies (*nieuw*) invoegen, luidend als volgt:**

«Art. 1quinquies. — In artikel 6, § 1, X., van dezelfde wet wordt na 2<sup>bis</sup> een 2<sup>ter</sup> ingevoegd, luidend als volgt:

«2<sup>ter</sup> het ontwerpen van aanvullende regels betreffende de algemene en de bijzondere politie en de reglementering op het verkeer en vervoer, alsook van aanvullende technische voorschriften inzake verkeers- en vervoersmiddelen».

#### VERANTWOORDING

De resolutie van het Vlaams Parlement betreffende het tot stand brengen van meer coherente bevoegdheidspakketten in de volgende staatshervorming (1999) voorziet dat «de deelstaten en het Brusselse hoofdstedelijke gewest voor hun specifieke verkeers- en mobiliteitsproblematiek aanvullende regels kunnen uitvaardigen inzake verkeersreglementering en regels van algemene politie.»

La même suggestion a été formulée par le ministère de la Communauté flamande en ce qui concerne les voies hydrauliques, au cours des discussions sur l'évaluation des nouvelles structures fédérales au Sénat.

Le présent amendement répond à ces suggestions; il ne s'agit toutefois pas d'une compétence exclusive des régions, puisque les autorités fédérales restent en premier lieu compétentes pour cette matière. C'est la raison pour laquelle on ne modifie pas l'obligation d'associer les gouvernements aux mesures fédérales prises en la matière, obligation prévue à l'article 6, § 4, de la loi spéciale de réformes institutionnelles.

Eenzelfde suggestie, met betrekking tot de waterwegen, werd gemaakt door het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap in de evaluatiebesprekingen van de nieuwe federale structuren in de Senaat.

Huidig amendement komt tegemoet aan deze suggesties; evenwel betreft het geen exclusieve bevoegdheid van de gewesten, nu de federale overheid in eerste instantie bevoegdheid heeft met betrekking tot deze aangelegenheid. Om deze reden blijft ook de verplichte betrokkenheid van de regeringen bij de federale maatregelen terzake, zoals vermeld in artikel 6, § 4 van de BWI ongewijzigd.

Servais VERHERSTRAETEN (CD&V)  
Liesbeth VANDERAUWERA (CD&V)